

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4369 - Mercredi 03 Mai 2023 - Prix : 200 Fc

SITUATION AU SOUDAN :

253 ressortissants Comoriens bientôt rapatriés à Moroni



Image d'illustration

COOPÉRATION

Un émissaire Russe en visite de deux jours aux Comores

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

12 Chawal 1444

**Prières aux heures officielles
Du 1er au 05 Mai 2023**

Lever du soleil:

06h 13mn

Coucher du soleil:

17h 55mn

Fadjr : 05h 01mn

Dhouhr : 12h 08mn

Ansr : 15h 10mn

Maghrib: 17h 58mn

Incha: 19h 12mn



SITUATION À MAYOTTE

Un sit-in de la société civile contre l'opération Wuambushu

Une semaine après le report de la marche pacifique, la société civile a tenu un sit-in à la place de l'Indépendance pour dénoncer l'opération Wuambushu, du nom de ce projet d'expulsion massive des Comoriens de Mayotte que la France considère comme des sans-papiers.

Une énième protestation de la société civile comorienne. Vent debout, des intellectuels et acteurs de la société civile a tenu à Moroni Place de l'Indépendance, un sit-in de 4 heures de temps pour dire non à l'opération Wuambushu visant à démolir des habitations et à expulser les comoriens des trois îles résidant sur

l'île comorienne de Mayotte vers à Anjouan. Dans la foulée, le Comité Maoré a haussé le ton. « La seule arme que nous détenons, c'est la dénonciation contre cette brutalité policière inouïe exercée contre les comoriens à Mayotte dans une posture colonialiste. Nous allons travailler avec une ferme détermination pour gagner cette cause juste. Car nous ne sommes pas seuls dans cette lutte des peuples Africains. Nous avons le soutien de tous les mouvements solidaires panafricains et prêts à nous défendre pour nous débarrasser de cette emprise coloniale », souligne Me Mastaba. « On a compris que le but de cette opération est de créer le chaos et faire fuir les Mahorais afin d'occuper leur



terre ancestrale. Notre lutte est juste car il s'agit d'une cause nationale que nous défendons », martèle-t-il.

À Anjouan, le gouverneur de

l'île, soutenus par les maires se joint à la position exprimée par le porte-parole du gouvernement et par le ministre de l'Intérieur et les repré-

sentants du peuple comorien dans la résolution adoptée la semaine dernière, s'opposant fermement au déversement des victimes de l'opération Wuambushu, que ce soit au port de Mutsamudu ou ailleurs sur l'île de Ndzouani. « Le Gouvernement de l'Île Autonome de Ndzouani exhorte les autorités nationales à lui apporter leur soutien pour la préservation de la sécurité de la population de l'Île, la stabilité et la paix dans l'ensemble du pays », devait-il souligner dans sa déclaration. Il faut noter que malgré cette vague de protestation la France semble décidée à poursuivre son opération controversée.

Andjouza Abouheir

QUESTION DE MAYOTTE

Pour André Oraison, l'expulsion des Comoriens viole la charte de l'ONU

« Le président français Emmanuel Macron se comporte en fait à Mayotte comme le président russe Vladimir Poutine dans le Dombass ukrainien », soutient le Professeur André Oraison dans une publication postée sur sa page Facebook. Ce professeur de droit international public n'est pas dans sa première condamnation de la France qui occupe l'île de Mayotte en toute violation des règles internationales.

L'opération Wuambushu visant à l'expulsion massive et à la démolition des bidonvilles fait réagir dans le milieu universitaire international. A commencer par le professeur André Oraison dont la situation actuelle à Mayotte avec l'opération Wuambushu ne le laisse pas insensible.

Dans une publication postée sur son mur Facebook, l'enseignant français de Droit international public dit ne pas cautionner ce qui se passe actuellement sur l'île de Mayotte. Ce professeur des universités, auteur de plusieurs articles et

tribunes libres publiés dans diverses revues scientifiques et la presse régionale sur la question de l'appartenance de l'île de Mayotte aux Comores, revient à la charge et condamne l'occupation par la France de cette île en toute violation des droits internationaux.

« Au regard des règles d'essence coutumière du droit international public de la décolonisation forgée par l'assemblée générale des Nations-Unies depuis 1945, j'ai déjà eu l'occasion de démontrer à plusieurs reprises que l'île de Mayotte a été et est toujours une île comorienne au même titre que les trois îles d'Anjouan, de la Grande Comore et de Mohéli », a-t-il assuré.

« Les comoriens ont donc parfaitement le droit de s'établir comme bon leur semble sur toute les parties du territoire national de l'Union des Comores, y compris tout particulièrement sur l'île comorienne de Mayotte », a-t-il souligné, ajoutant que l'expulsion brutale des Comoriens par la France n'est ni plus ni moins qu'une violation grossière et intolérable des principes

fondamentaux de la charte des Nations-Unies.

« Le président français Emmanuel Macron se comporte en fait à Mayotte comme le président russe Vladimir Poutine dans le Dombass ukrainien », a-t-il martelé.

Une publication qui a été largement partagée et qui a reçu plus des réactions positives de la part des internautes. « Merci prof André Oraison pour cet éclairage tant nécessaire par ce temps qui court, semant la confusion et la désolation », apprécie Thoueybat Hilali dans son commentaire posté.

« Une position de votre part qui

oblige à la réflexion. Top souvent des opinions portées par le préjugé ne peuvent ouvrir à se poser. Je vois surtout tant à Mayotte qu'aux Comores des hommes et des femmes et des enfants en souffrance. C'est vers eux que toute action politique doit se tourner », admet Franck Dubois.


« Merci beaucoup son éminence. Si le Monde avait des grands juristes intellectuellement et moralement honnêtes, l'Humanité se porterait bien et vivant en paix », écrit un internaute répondant au nom de Marandrazi Pierre.

« Mon cher ami André Oraison,

moi non plus je ne cautionne pas. Ces enfants maintenant adultes sont sur le territoire de Mayotte. Malheureusement accueillis par des familles d'accueil du service de l'ASE. Après leurs 18 ans, plus de service qui s'occupe d'eux. Aujourd'hui je pense qu'ils sont au-delà de leur majorité. Je souligne comment peut-on se débarrasser de ces enfants oubliés par le service social après leur majorité ? Le malaise est politique, je suis dégoûté de cette république de demi-mesure », regrette Jocelyne Caline Hoarau.


Maoulida Mbaé





APPEL A CANDIDATURE

Moroni le 28 avril 2023



Pour la rentrée 2023/2024 (1er septembre 2023), le Lycée Français « HenriMatisse » recrute en contrat local, à durée déterminée :

I enseignant de Sciences et Vie de la Terre (SVT) :

- Diplômes : BAC + 3 minimum, BAC + 5 apprécié dans la discipline
- Expérience de l'enseignement indispensable en collège, lycée et expérimentations scientifiques
- Motivé(e), disponible
- Aisance relationnelle et aptitude au travail en équipe
- Très bon niveau de français (oral et écrit)

Une formation obligatoire, en dehors des heures d'enseignement, sera proposée aux non-titulaires de l'Éducation nationale française.

Pièces à fournir et à déposer au Lycée, ou par mail à recrutement (decole-matisse.org) **avant le 17 mai 2023.**

- Lettre de motivation adressée à Mme la Provisure
- CV détaillé et récent
- Copie des diplômes et attestations de travail

LFHM

SITUATION AU SOUDAN :

253 ressortissants Comoriens bientôt rapatriés à Moroni

L'opération d'évacuation des ressortissants comoriens du Soudan a pu se faire après plusieurs jours d'attente. Environ 257 personnes dont 253 Comoriens sont évacuées de Port-Soudan vers Djeddah. Ces étudiants sont attendus à Moroni dans les prochains jours.

Un ouf de soulagement pour les familles des ressortissants comoriens résidant au Soudan. Le gouvernement par la voix du ministre des affaires étran-

gères Dhoahir Dhoulkamal a annoncé le rapatriement d'environ 257 personnes dont 5 comoriens de l'île de Mayotte détenteurs de passeports français et 4 Malgaches, au départ de Port-Soudan vers Djeddah. Cette évacuation a été facilitée par le pays frère d'Arabie-Saoudite. Le ministre a rappelé les efforts du gouvernement pour le rapatriement de ses ressortissants, mais également l'Arabie Saoudite qui a mis les bouchées doubles pour que nos enfants soient en sécurité. Le chef de l'Etat a donné des instructions fermes

pour leur rapatriement. Il nous a fourni les moyens financiers et diplomatiques. Nous espérons qu'ils seront bientôt parmi nous », souligne-t-il.

Dans cette opération, le gouvernement a déboursé plus de 50 millions de nos francs pour la location des bus devant assurer le transport de nos compatriotes jusqu'à Port-Soudan. D'un moment à l'autre, ces derniers devront quitter l'Arabie Saoudite pour Moroni afin de rejoindre leurs familles respectives. Parallèlement, le ministre a

expliqué qu'environ 70 compatriotes n'ont pas leurs pièces d'identité. Cependant, Moroni s'active afin de leur en fournir pour pouvoir nous rejoindre.

Présent, le porte-parole du gouvernement Houmed Msaidie a tenu à exhorter les familles de nos ressortissants d'interpeller leurs enfants pour se plier aux exigences leur permettant de rentrer en toute sécurité. « J'ai eu écho que certains compatriotes ont d'autres projets que les Comores alors qu'ils devraient être rapatriés. Je demande

aux parents de dire à leurs enfants de ne pas impacter cette mission. Car, l'itinéraire du rapatriement est Port-Soudan-Djeddah, Djeddah-Moroni », précise-t-il.

Du côté des parents, c'est un ouf de soulagement. « Nous saluons les efforts du gouvernement. Nous sommes très heureux de savoir nos enfants en sécurité. Nous espérons les serrer dans nos bras très prochainement », s'est réjouie Anissa Soilihi, mère d'un des étudiants.

Andjouza Abouheir

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA ZLECAF AUX COMORES :

Une visite au portefeuille d'opportunités

Le pays a reçu pour la première fois, le secrétaire général de la Zlecaf Wamkele Mene. Cette visite de courtoisie avait pour objectif de passer en revue tous les enjeux, les défis et les opportunités que représentent les organisations économiques dans ce grand marché du monde.

En visite de courtoisie à Moroni, pour la première fois, le secrétaire général de la Zlecaf Wamkele Mene a eu plusieurs rencontres avec les autorités mais aussi avec les parties prenantes nationales dédiées à la tâche pour appuyer le gouvernement dans la mise en œuvre de la Zlecaf dont les Comores ont honneur d'avoir le thème de l'accélération dans le cadre de la présidence comorienne de l'Union Africaine. Devant la presse, ce dernier a expliqué que plusieurs sujets ont été abordés avec le ministre des affaires étrangères,

notamment les actions à réaliser. « Nous avons discuté de façon détaillée sur le comment nous pouvons aider pour des réalisations concrètes notamment dans l'accompagnement des petites et moyennes entreprises. Nous avons aussi abordé le cas de l'économie bleue, l'exportation des produits agricoles et la question sur l'inter-connectivité entre les îles Comores. A travers tous nos échanges, nous espérons que cela sera le début d'une collaboration entre la Zlecaf, l'Union africaine et les Comores », déclare-t-il, avant d'ajouter que « la Zlecaf offre un grand marché pour exporter des produits cosmétiques, de pêches dans plusieurs pays. Et tous les documents officiels pouvant permettre aux Comores d'échanger dans la Zlecaf sont déjà adoptés ».

Sur le même sujet, le ministre de l'économie Ahmed Bazi est revenu en long et en large sur sa rencontre avec ce dernier. Ces



séances de travail avaient pour objectif de passer en revue tous les enjeux, les défis et les opportunités que représentent les organisations économiques dans ce grand marché du monde. « Notons qu'on parle d'un milliard trois cent mille consommateurs. Nous avons abordé beaucoup de sujets notamment les barrières non tari-

fares, l'accès au marché, les infrastructures, la facilitation des échanges sur la transition et les réformes fiscales. C'était important d'éclairer le comité technique, qui est l'organe de réflexion et d'orientation sur les décisions nationales de très bonne qualité. Cela va permettre à la partie comorienne de mieux cerner cet

enjeu que représente l'appartenance et l'intégration à ce grand marché panafricain. On est plutôt confiant des échanges », rassure-t-il. Et de poursuivre : « Nous avons abordé également l'accompagnement que va apporter le secrétariat général de la Zlecaf mais aussi d'autres partenaires comme le PNUD qui travaille en partenariat avec la Zlecaf pour appuyer la partie comorienne en expertise, en logistique, en conseil afin de relever le défi avec efficacité ».

Notons qu'il est question d'amélioration de l'économie, le développement d'autres produits d'exportation pour pouvoir saisir ou tirer profit de ce grand marché. « Nous sommes plutôt satisfaits et ce n'est qu'une première réunion avec le secrétaire général. Il y en aura d'autres dans l'avenir », conclut-il.

Andjouza Abouheir

COOPÉRATION

Un émissaire Russe en visite de deux jours aux Comores

A quelques jours du sommet Russie-Afrique, qui se tiendra en Russie, le pays organisateur a envoyé son émissaire, l'ambassadeur extraordinaire, chef du service du Forum du partenariat Russie-Afrique du ministère des affaires étrangères de Russie Oleg Ozerov pour une visite aux Comores. Ce fut l'occasion de rencontrer le ministre des affaires étrangères des Comores et la cellule nationale de coordination et d'accompagnement de la présidence comorienne de l'Union Africaine.

Après le premier sommet Russie-Afrique en 2019, le pays de Vladimir Poutine s'appête à organiser le deuxième ce mois de mai. A cet effet, l'ambassadeur chef du service du Forum du partenariat Russie-Afrique du

ministère des affaires étrangères de Russie Oleg Ozerov a fait une visite de deux jours aux Comores. Ce fut l'occasion de rencontrer la cellule nationale de coordination et d'accompagnement de la présidence



comorienne de l'Union Africaine. L'échange portait sur le sommet Russie-Afrique qui se tiendra en juillet prochain, et ce dernier est venu solliciter la présence du chef de l'Etat comorien et président en

exercice de l'UA. « Je suis venu ici pour discuter avec bien sur la cellule nationale de coordination et d'accompagnement de la présidence comorienne de l'UA sur les modalités du deuxième sommet du forum Russie-Afrique qui aura lieu du 26 au 29 juillet en Russie », avance-t-il.

Selon lui, leur souhait est d'avoir une bonne participation des chefs d'Etats africains et l'établissement d'une coopération stratégique entre la Russie et le continent africain. « Nos relations ont commencées depuis les années 50 dans le processus de décolonisation. La Russie en tant qu'Union Soviétique a soutenu massivement le mouvement des peuples africains vers l'indépendance. Nous avons aussi beaucoup aidé pour bâtir l'économie des Etats africains, sans oublier que plusieurs étudiants d'Afrique y compris les

Comores ont fait des études en Russie. Donc, nous avons des liens solides depuis 1976, bien évidemment avec les Comores », poursuit l'émissaire russe.

De son côté, le président de la cellule Mohamed Issimaila a précisé que l'objet de cette rencontre est de se concerter afin d'échanger sur les modalités du deuxième sommet. « Bien sûr en tant que pays qui préside l'Union Africaine, il a sollicité la présence de président Azali au sommet en tant que président de l'Union Africaine. Et vous savez très bien que nous sommes amis avec la Russie comme d'autres pays. Comme il l'a dit, plus de mille étudiants ont fait des études en Russie » dit-il.

Nassuf Ben Amad

COMMUNE DE MORONI

Moroni, division politique sur fond de meetings interposés

C'est une situation ubuesque. C'est une guerre de salive qui secoue la Mairie de la capitale depuis des jours. En cause, un projet de la commune qui vise à déplacer les vendeurs de brochettes sur l'espace public vers la baie de Kalaweni. Une décision qui a du mal à passer pour certains, notamment ceux qui exercent au lieu-dit Rive Gauche.

Tout serait parti de l'arrêté 23-027/CM/M du 29 avril dernier qui stipule en son article 1 que « Toutes les activités de préparation et de vente de brochettes sur les voies et espaces publics dans

la commune de Moroni sont regroupées à la place « Kalaweni », site commercial nouvellement aménagé et ouvert au public ». Un arrêté qui a du mal à passer auprès de certains, notamment les vendeurs de la Rive Gauche. Les opposants à ce projet craignent une volonté du Maire de la capitale de s'accaparer de ce terrain obtenu après des longues batailles qui ont vu du sang versé selon Nouridine Ali Himidi jeune de Magoudjou opposant farouche du projet de déplacement. « Nous nous sommes battus pour obtenir ce terrain au prix de notre sang. Que ceux qui veulent nous le prendre sachent qu'ils doivent passer sur nos corps

d'abord », clame-t-il lors d'un meeting regroupant les habitants du nord de la capitale au stade de Basket de Magoudjou.

Prenant part à cet événement, Jean Mone Ahmed, a tenu à rappeler quant à lui que tout ce que l'édile de la capitale a entrepris depuis qu'il est en poste, il le fait sans le consentement du conseil municipal. « Je tiens à rappeler aux habitants de la capitale, que tout ce que Fatah fait, il le fait sans aucun mandat ni de quartier ni du conseil municipal, c'est par rapport à sa propre volonté ou peut être avec ceux qu'il prétend qu'ils le soutiennent », avance l'ancien adjoint à la Mairie de Moroni.

De son côté, la Mairie par la voix de son porte-parole a tenu à tirer les choses au clair après la réunion de concertation qui a réuni plusieurs autorités de la capitale dont l'ancien ministre de l'intérieur Mohamed Daoudou pourtant opposant du maire de la capitale « Nous nous réjouissons de la venue de la population de Moroni qui a répondu massivement à l'appel du Maire, ce qui montre qu'elle adhère au projet du bureau communal », dit-il. Et ce dernier de continuer : « Nous sommes venus pour écouter, et maintenant le bureau communal et le conseil vont réfléchir ensemble sur comment matérialiser les proposi-

tions faites par les riverains ».

Amir Bedja, conseiller et soutien du Maire Abdoufatah Saïd a fait savoir que « Le temps des paroles est révolu, nous sommes là pour faire avancer la capitale dans le dialogue en faveur des habitants ». Si la situation semble calme, la mise en application de cet arrêté sous quinzaine « Le présent arrêté prend effet, sous quinzaine, à compter de sa date de signature, sera publié et communiqué partout où besoin sera » risque-t-elle d'envenimer les choses. L'avenir nous le dira.

ASB

SPORT

La FFC a remis des équipements aux équipes féminines de football de Mwali

Une remise d'équipements sportifs au profit des équipes de football féminin de Mohéli a eu lieu ce jeudi dans les locaux de la fédération de football de l'île. Ce geste de la fédération de football des Comores a pour objet d'appuyer les équipes de football féminin.

Sept équipes de football féminin ainsi que 15 femmes arbitres viennent de bénéficier jeudi 27 avril dernier à Mohéli d'un lot de matériel sportif. La remise s'est effectuée dans les locaux de la ligue de football. L'équipe de Mwalimdjini de Djoiezi, Étoile du centre de Salamani, Amitié sportive

de Fomboni, Onze étoiles de Wanani (Djando), l'équipe de Ndrondroni FC et celle de FC Nioumachoi dans la région de Mlédjélé font partie des équipes qui ont reçu ces équipements.

Chaque équipe a reçu 20 paires de chaussures, 22 maillots, 20 paires de chaussettes, 2 paires de gants de gardiennes, 20 collants, des brassards pour la capitaine, 10 ballons, 15 chasubles, 20 protèges tibias, un lot de 12 coupelles, haies et plots.

« Nous aimerions que ce genre d'actions soit continu pour le bien-être des joueuses. Toutefois je lance un appel aux joueuses de faire bon usage de ces équipements en particulier les ballons. Étant donné que nous sommes des musulmans, en cas de compétition où dans les entraînements il serait nécessaire de porter des collants avant de mettre les culottes. Cela peut protéger les parties intimes de la femme » conseille Madame Sounda Mikdati, la vice-présidente du football féminin à Mohéli.

nin à Mohéli.

Les bénéficiaires ont montré leur satisfaction pour ce geste « inattendu » disent-elles. « Nous remercions tout d'abord les donateurs de ce don, car cela nous permettra de mieux s'équiper dans les terrains. C'est un

pas de plus pour nous. Vous savez nous les femmes, sommes bien entretenues dans ce jeu de football car nous recevons très souvent des équipements que nous même ne pourrions acheter facilement » témoigne Echaty Rafiki la capitaine

de l'équipe FC Ndrondroni. Un avis partagé par Irma Salami capitaine de FC Nioumachoi. Ces kits sportifs, pour rappel, sont également octroyés à Ndzouani et à Ngazidja.

Riwad



Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmérie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

CELLULE D'APPUI MUTUALISEE
AVIS DE MARCHÉ

NATURE DU MARCHÉ : marché public de services.

POUVOIR ADJUDICATEUR : EXPERTISE FRANCE S.A.S.

OBJET DU MARCHÉ : Etude du droit social et du travail aux Comores en matière de recrutement direct de personnel et évaluation financière d'un accompagnement en matière de gestion de personnel

LIEU D'EXECUTION : Union des Comores

FINANCEMENT : Groupe AFD

CONDITIONS DE PARTICIPATION : toute société (y inclus auto-entrepreneur) ou groupement de sociétés non exclus des financements du Groupe AFD et répondant aux critères d'éligibilité décrits dans le règlement du marché (existence légale, régularité vis-à-vis des lois sociales et de la réglementation fiscale du pays de résidence du soumissionnaire ou des soumissionnaires dans le cas d'un groupement).

CRITERES D'ATTRIBUTION :

Sélection fondée sur la Qualité et le Coût : 30% pour le prix des prestations et 70% pour la valeur technique de l'offre.

PROCEDURE

Procédure adaptée ouverte.

CONDITION D'ACQUISITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est gratuit. Pour l'obtenir, vous pouvez effectuer la demande à l'adresse suivante : log.comores@experti-

sefrance.fr

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toute demande d'informations complémentaires sur des points techniques ou administratifs du dossier devra être effectuée via l'adresse e-mail log.comores@expertisefrance.fr au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

La date limite de soumission est fixée au 23 Mai 2023 à 17H (Heure de Moroni).

PROCEDURES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F75004 Paris ; e-mail : gref-fe.ta-paris@juradm.fr

Des renseignements sur l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.ta-paris@juradm.f

BOXE

A vos gants, les mamies sont appelées à remonter sur le ring

Ça ne cesse de bouger depuis 10 mois depuis que la Fédération Comorienne de Boxe a élu un nouveau bureau sous l'égide de Mohamed Abdou Mbechezi. Participation à des compétitions internationale, organisation d'un mini-championnat d'Afrique et récemment, l'organisation des phases régionales du championnat de boxe après dix ans d'inactivité.

Parmi toutes les activités organisées ces derniers mois, la tournée des mamies boxeuses réunionnaises sort certainement du lot. Connue pour être un sport physique et donc réservé aux jeunes, la tournée de ces mamies est en train d'entamer nos certitudes. « La Fédération Comorienne et le gouvernement de Ngazidja travaillent avec méthode depuis plusieurs jours, pour accueillir la délégation des mamies boxeuses de l'Ile de La Réunion, le 03 mai prochain » peut-on lire dans une publication de la FCB.

Cette venue, se fera en marge des phases régionales du championnat des Comores de boxe qui était à l'arrêt depuis une dizaine d'année. Donc, ce mercredi, l'association FILAOS sera accueillie en terre



comorienne par d'autres associations comoriennes (Mayendeleyo, Association des sages-femmes) qui travaillent avec la FCB pour faire de cet événement une réussite. « Ces deux associations féminines se sont montrées particulièrement enthousiastes dans la perspective de faire naître des relations durables avec l'Association Filaos », poursuit la publication.

Faut-il rappeler, que l'organisation de cet événement rentre dans le cadre du partenariat qui lie la FCB

et l'ASPBA. « Cette visite rentre dans le cadre du partenariat entre l'ASPBA et la FCB. Et après la boxe éducative dans les dernières visites du portois, cette fois, c'est la boxe féminine qui est mise en avant. »

L'Association 3e âge Gym Volontaire Filaos jeunesse et santé, est une association réunionnaise qui vise à impliquer le troisième âge dans les activités sportives particulièrement dans la boxe. Le genre de boxe pratiqué n'a qu'un seul objec-

tif, maintenir la forme physique de ses adeptes et faire en même temps la promotion de la boxe. « C'est une forme de boxe cardio et déplacement », comme répondait Marie-Claire Lacaille présidente de l'association dans une émission à LINFO.RE en aout 2022. Et la dame de 80 ans de continuer : « Notre devise, est donnée et esquiver mais pas taper. » Qui a dit que le sport est une question de jeunesse.

AS Badraoui

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Maoulida Mabé
Andjouza Abouheir
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45



Consortium Fondation Sadev / CADF et l'association des Amis de Nyumbadjou Djoumoichongo

Projet de Conservation et valorisation touristique du patrimoine naturel et architectural de Ngazidja

AVIS D'APPEL D'OFFRE POUR LA CONSTRUCTION DE 3 BUNGALOWS ET DE LEURS ÉQUIPEMENTS ANNEXES

N° AO CFSC 2023-04

Le consortium Fondation Sadev / CADF a obtenu un financement auprès de Facilité Emploi, mis en œuvre par le ministère de la Jeunesse, de l'Emploi, du Travail, des Sports, des Arts et de la Culture de l'Union des Comores/Maison de l'Emploi et financé par l'Agence Française de Développement pour financer le projet Conservation et valorisation touristique du patrimoine naturel et architectural de

Ngazidja. La Fondation Sadev apporte également une importante contribution financière au projet. Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour financer la construction de 3 bungalows et de leurs équipements annexes sur le site de Nyumbadjou qui seront remis à l'association des Amis de Nyumbadjou Djoumoichongo. L'Association des Amis de Nyumbadjou Djoumoichongo et la Fondation Sadev interviennent en co-maîtrise d'ouvrage.

Le Consortium Fondation Sadev / CADF ainsi que l'association des Amis de Nyumbadjou Djoumoichongo sollicitent des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour les trois lots suivants :

Lot n°1 : Génie Civil

- Construction de trois bungalows
- Construction d'une citerne de collecte d'eau
- Aménagements extérieurs

Lot n°2 : Réseaux divers

- Fourniture et pose du réseau d'alimentation d'eau -
- Fourniture et pose du réseau d'électricité

Lot n°3 : Tranche conditionnelle

- Mobilier et équipements

Les candidats peuvent soumissionner à un, deux ou trois lots. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert à tous les candidats éligibles. Ces travaux sont à exécuter sur le site de Nyumbadjou dans un délai souhaité de 6 mois pouvant aller, le cas échéant, jusqu'à 8 mois maximum, à compter de la date de signature du Marché.

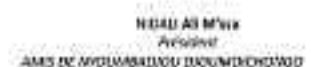
Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet au format numérique gratuitement auprès de Félicie Labat à l'adresse felicie.labat@fondationsadev.fr.

Les questions éventuelles peuvent être adressées jusqu'au 20 Mai 2023 à Félicie Labat : felicie.labat@fondationsadev.fr, +269 389 40 37. Les réponses aux questions seront envoyées par email à tous les participants au fur et à mesure jusqu'au 22 Mai 2023.

Les offres devront être déposées dans les locaux de la Fondation Sadev, situés dans le quartier de la Coulée à Moroni1, au plus tard le 29 mai 2023 à 11h. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents dans les locaux de la Fondation Sadev, situés dans le quartier de la Coulée à Moroni le 29 mai à 11h.

Il n'est pas exigé de garantie d'offre.

Le Consortium Fondation Sadev / CADF et l'association des Amis de Nyumbadjou Djoumoichongo





UNION DES COMORES

.....
Unité-Solidarité-Développement

MINISTERE DES TRANSPORTS MARITIME ET AERIEN

PROJET CONNECTIVITE INTER-ILES DES COMORES

SELECTION DES CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE MONDIALE
SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET

Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement d'un auditeur interne du Projet Connectivite Inter-Iles des Comores (PICMC)

Date de l'avis : 27 avril 2023

1- Contexte

L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale à hauteur de 20 000 000 de dollar américain, le 7 juin 2022, pour financer les coûts du Projet Connectivité Inter Îles les Comores (PICMC) et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées pour financer le recrutement d'un consultant National pour l'audit interne du projet durant la phase préparatoire qui a été exécutée du 1er mars 2021 au 31 décembre 2022. Nous sommes dans la 1ère phase projet avec PTBA de l'année 2023 et la date de clôture du projet est fixée au 30 juin 2028.

2- Mission de l'auditeur interne

L'étendue de la mission d'audit interne comprend l'examen et l'évaluation des politiques, procédures et systèmes mis en place pour assurer : (i) la fiabilité et l'intégrité des informations, (ii) le respect des politiques, plans, procédures, lois et règlements ; (iii) la sauvegarde des actifs ; (iv) l'utilisation économique et efficace des ressources ; (v) et la réalisation des objectifs du projet.

L'Auditeur interne a pour mission de :

- S'assurer que les fonctions administratives, financières et techniques du Projet respectent les manuels des procédures administratives et financières, aussi bien au niveau de l'UGP que des entités bénéficiaires et/ou partenaires ;
- Détecter d'éventuels risques dans l'organisation du Projet et anticiper toutes mesures lui permettant d'atteindre ses objectifs avec un maximum d'efficacité et d'efficience ;
- Apporter des propositions d'améliorations continues et pertinentes à l'équipe de l'UGP pour assurer une bonne gouvernance du Projet et une performance dans la réalisation des opérations.

L'Auditeur interne produit les documents suivants : charte d'audit, matrice des risques, plan annuel d'intervention et les rapports trimestriels. La charte d'audit ainsi que le plan annuel d'audit, sont soumises au Comité de pilotage pour validation et à la Banque pour approbation avant toute intervention, et au moment de la présentation du PTBA. L'auditeur interne produira les rapports trimestriels qui seront soumis à l'appréciation du Comité de pilotage et de la Banque pour approbation.

3- Profil du candidat

Qualifications et expériences minimales requises :

- Niveau Master II en Audit et contrôle, ou Finances et Comptabilité
- Au moins 07 ans d'expériences professionnelles réussies et récentes dans un poste similaire (auditeur interne) ou en tant

qu'Auditeur au sein d'un Cabinet d'audit et d'expertise comptable régulièrement constitué ;

- Une expérience dans l'audit des projets financés par les bailleurs de fonds serait un atout ;
- Maîtrise de la gestion financière informatisée et des logiciels de comptabilité générale.

Personnalité :

- Disposer de bonnes aptitudes de communication et de travail en équipe ;
- Sens marqué de l'organisation, de la responsabilité, de la rigueur et de l'intégrité.

4- L'Unité de Gestion du Projet invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (Lettre de manifestation d'intérêt et de motivation, Curriculum Vitae, Références professionnelles et détails sur des prestations similaires, etc.).

5- Les termes de références sont disponibles et peuvent être demandés à l'adresse ci-dessous, en version électronique.

6- Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (Quatrième version November-2020 « Sélection de Consultants Individuels (SCI) »).

7- Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 08 heures 30 min à 16 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores) du lundi au vendredi.

8- Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessus **au plus tard le jeudi 11 Mai 2023 à 16 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores)** ; adressé à Monsieur le Coordinateur du Projet PICMC « **Manifestation d'intérêt N°2023/04/MTMA/PICMC/AI Intitulé du poste** »

9- Projet Connectivité Inter-Îles des Comores - Moroni Coulée – Route Garage Mrikao - Tél : 733 21 63 - **Email** : connectivitecomoros@gmail.com copie : rcom.connectivitecomoros@gmail.com, rpm.connectivitecomoros@gmail.com